

Edito

C'est donc Benoît Hamon qui a remporté, assez largement il faut bien le dire, les primaires socialistes. Avec près de 59 % des voix, et plus de 2 millions de votants, sa victoire ne peut donner lieu à aucune contestation. Une claque pour Manuel Valls, qui se pensait le plus légitime car représentant de la politique gouvernementale. Or c'était bien ça le problème : de cette politique là, les gens de gauche ne veulent pas. Pendant 5 ans, le(s) gouvernement(s) de Hollande ont mené les réformes qu'ils voulaient avec cette assurance de ceux qui ont obtenu la majorité des suffrages. Refusant de voir le mécontentement grandissant, fermant les yeux sur les mouvements de colère, méprisant les mêmes qui leur avaient permis d'accéder au pouvoir. Aujourd'hui ces mêmes leur ont montré que certes, on peut être élu sur des mensonges, des promesses sans lendemain, mais qu'un jour ou l'autre il faut rendre des comptes. Et ce jour est arrivé. Dimanche les vrais électeurs de gauche ont montré aux socialistes de droite qu'ils voulaient une autre société. Une société où tout n'est pas fait pour que les gros continuent d'accumuler les richesses, une société où l'on ne cherche pas à opposer les salariés entre eux, une société où même les plus bas salaires peuvent vivre dignement. Bref, une société plus juste, plus équitable. Reste que le plus dur est à venir : réconcilier les différentes composantes de la gauche. Pas forcément le plus simple... Mais au moins ces primaires auront redonné confiance en une partie non négligeable de l'électorat de gauche. Oui, une autre vision est souhaitable, une autre politique est envisageable, un autre avenir est possible.

Les « cocos » vous présentent leurs meilleurs voeux

Comme chaque année les communistes de la section du Calaisis avaient organisé, salle du Minc à Calais, leur traditionnelle cérémonie des vœux.

Bien du monde malgré un léger retard à l'allumage qui peut faire sourire. Persuadés que la presse ne couvrirait pas la manifestation par manque de moyens humains à un horaire tardif, les dirigeants communistes avaient décidé d'organiser une conférence de presse boulevard de l'Égalité (histoire de permettre à Frédéric Boccara de pouvoir exposer ses idées), puis de se rendre rapidement salle du Minc.

Les journalistes étaient à la fois boulevard de l'égalité (pour une discussion qui se serait bien poursuivie) et salle du Minc. Un retard parfaitement inutile, mais qui en fait encore sourire certains.

C'est Jean-Jacques Triquet qui a remercié les nombreux participants, présenté des vœux combatifs pour l'année à venir, effectué un tour d'horizon des principaux événements de l'année passée et de celle à venir.

Au centre de son propos, les difficultés sans cesse croissantes de notre population, le nombre de commerces fermés en continuelle progression, les dossiers économiques à l'arrêt, pourtant annoncés à grand renfort de publicité comme imminents... Puis de terminer par le rappel des nombreuses difficultés rencontrées par les locataires de l'OPH, la souffrance des personnels hospitaliers privés de moyens et incapables de répondre aux besoins de notre population...

Pour faire suite à ce propos introductif, c'est Frédéric Boccara qui présenta un exposé d'une quinzaine de minutes sur le thème : la France a-t-elle



encore les moyens de s'offrir des services publics de qualité ?

L'économiste d'aborder le sujet par le montant des richesses produites dans notre pays. Des richesses sans cesse en croissance, quand droite, patronat et sociale libéralisme ont prétendu toutes ces dernières années que nous manquions de moyens. Une réalité qui nécessitait de réduire les moyens affectés aux services publics, de faire pression sur les salaires...

Des richesses qui doivent également se considérer :

- au regard de charges qui pourraient parfaitement être évitées : les intérêts de la dette si la banque centrale européenne finançait les pays au taux de 0%. Une économie de 40 milliards d'euros, l'équivalent du budget de l'éducation nationale
- au regard de l'évasion fiscale, mais également de la fraude fiscale, entre 40 et 70 milliards d'euros
- au regard enfin d'une multitude d'exonérations consenties aux grands

Suite p 2

Le dessin



On le note



On y pense

Vous pouvez noter que les permanences des élus Communistes et Républicains ont lieu les mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14 h 30 à 18 h.

Pour toute rencontre particulière, une demande de rendez-vous est préférable en appelant à ces mêmes heures au 03 21 36 39 79.

Permanence au 194-196 Bd de l'égalité à Calais

Santé

Coupables d'inactivité

« Point question de rester en bonne santé en voyageant gratuitement, quand on peut tomber malade en payant. »

Citation (inventée) de Saint Philippe Mignonet

Malgré des pics de pollution rarement atteints à Calais comme dans de nombreuses régions de France, l'agglomération calaisienne n'aura pas connu (à l'instar d'autres secteurs géographiques du département) d'opérations transports en communs gratuits.

La faute sans doute au président : « je ne sais pas, je ne prends pas de risque ».

Interrogé par la presse locale (*La Voix du Nord*) sur l'absence de réactions de l'agglomération calaisienne et de son syndicat de transports, voilà ce que le président Mignonet répond : « rien n'a été prévu au niveau d'une éventuelle gratuité ». La question n'ayant,

semble-t-il jamais été abordée au niveau du territoire le président du SITAC d'ajouter : « Je pense qu'il faudra l'aborder prochainement au niveau de l'agglomération. Rendre les transports gratuits par exemple, cela a un coût. Pour les communes, ce ne serait pas neutre financièrement ».

Si jusqu'à présent vous n'étiez pas inquiets quant à la capacité des élus, en charge de compétences particulières, d'assurer votre sécurité et celles de vos familles, vous pouvez désormais l'être.

On ne prend pas de mesures de protections des personnes parce qu'on n'en a pas parlé et peut-être aussi parce que cela peut coûter.

Avec une telle analyse, nous sommes un certain nombre à penser aller à Lourdes brûler un cierge pour que jamais ne se produise dans le Calaisis de catastrophes naturelles, ou industrielles...



À Calais, contrairement à d'autres villes également touchées par le pic de pollution, pas d'opération transports en commun gratuits.

Suite de la p1

groupes, sans réels retours sur l'emploi.

Chacun voit donc bien que la question des besoins de services publics, passe d'abord par une reprise en main du secteur financier.

Dès lors que l'on a pris en compte la question des moyens, on peut très vite mesurer l'apport des services publics à la population, aux territoires, à la production. De la formation des salariés, à leur transport, pour prendre en compte leurs besoins de santé ainsi que ceux de leurs familles...

Au-delà de cet exposé, le membre de la direction nationale du PCF s'est livré en toute amitié aux jeux des questions-réponses.

La rencontre s'est terminée par un propos de Jacky Hénin, sur la question du nécessaire rassemblement et le respect à avoir en permanence pour ses partenaires. Un propos qui s'adressait à Jean-Luc Mélenchon et sur lequel nous reviendrons.

Présidentielles

Primaire socialiste, clap 2

Ce weekend avait donc lieu le second tour de la primaire socialiste. Si la participation reste en deçà de celle de 2012, le second tour aura enregistré une augmentation non négligeable.

Sur Calais, on est passé de 649 à 814 votants soit +25%, sur le Calaisis on sera passé de 1813 à 2186 votants soit +20%, quant au niveau national l'augmentation est de 500 000 voix pour +28%.

Une augmentation sans aucun doute le fait d'électeurs qui pour un euro sont allés se payer cet ex-premier ministre particulièrement méprisant à l'égard du peuple et si câlin à l'égard du patronat.

À Calais, comme en France, Benoît Hamon remporte une large victoire.

Au regard des arguments défendus dans la campagne, nul doute que le résultat de dimanche vienne condamner une vision particulièrement erronée du mot gauche. Quand la victoire de Benoît Hamon, sans gommer toutes les différences encore existantes, vient démontrer qu'une autre gauche est encore possible.

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En br

Eco-village de Sangatte

Le tribunal administratif de Lille vient de rejeter les recours qui avaient été déposés contre le projet. Le tribunal donne donc son feu vert au projet d'éco-village balnéaire, allant dans le sens des recommandations du rapporteur public, l'ensemble des demandes des plaignants ayant été rejetées. Le tribunal a confirmé que le dossier respectait bien la loi et que la déclaration d'utilité publique était parfaitement conforme.

En théorie, cette décision pourrait permettre au dossier d'avancer plus vite. En théorie, car les demandeurs (une association de protection de l'environnement) peuvent encore faire appel (sic).

Tioxide

« Comment jouer avec les nerfs des salariés qui restent ». Voilà ce que pourrait être le titre d'un mauvais polar, si l'enjeu n'était pas l'avenir de femmes et d'hommes qui ont pourtant donné beaucoup à leur entreprise.

Alors qu'un comité d'entreprise se tenait la semaine dernière, des salariés font état d'un manque d'informations et surtout de la méconnaissance de la date de fermeture de l'unité Tioxide-Huntsman. Une fermeture qui avait pourtant été annoncée pour l'été 2016.

Si le dossier en est là, c'est semble-t-il pour deux rai-

sons.

La première concernerait, l'incapacité des acheteurs chinois à fournir un produit de qualité équivalente à celui qui est produit par l'usine de Calais. La seconde concernerait l'incapacité de la filiale allemande du groupe à produire la même qualité qu'à Calais.

Les plus de 100 salariés calaisiens restent donc dans l'attente de pouvoir envisager un autre avenir. Une réalité qui n'est pas sans peser sur le moral des troupes. D'ici à ce qu'un procès pour « torture morale » soit engagé.

Synthexim

Le PDG du groupe Synthexim ayant en son temps racheté l'usine Calaire, l'unité de production de la zone des Dunes va être complètement rapatriée sur le site de l'ex Calaire-Chimie.

Le but poursuivi est assurément de faire des économies dans un contexte toujours catalogué de difficile.

Autre donnée : la reprise de l'activité de l'incinérateur d'Usinéco. Un projet qui a pris beaucoup plus de temps qu'annoncé et qui aura indéniablement pesé sur le déficit.

Dans le même ordre d'idée, le transfert vers Calais de 5000 heures de travail en provenance d'un autre site du groupe, devrait là encore améliorer

l'équilibre des comptes.

Les syndicats, eux, ne sont pas vraiment en phase avec l'évolution positive décrite ci-dessus.

Est avancé le manque d'investissements au sein de l'usine, un site non entretenu correctement, des pannes de chauffage...

Et surtout un manque flagrant de trésorerie, qui pourrait à un moment ou à un autre se traduire par de nouvelles difficultés.

Schaeffler

Une hirondelle ne fait pas le printemps, une prime ne fait pas disparaître toute les inquiétudes. Voici brièvement résumé l'état d'esprit des syndicalistes CGT de Schaeffler (anciennement Brampton). Il faut dire qu'ils ont des raisons de s'inquiéter. Cyril Robert évoque une baisse d'activité et dès lors les nouvelles possibilités dans le cadre de la loi travail de réduire la voilure. Évidemment la direction a beau jeu de prétendre que pour la première fois depuis 12 ans, les salariés vont bénéficier d'une prime de participation.

Une réalité que ne conteste pas le responsable syndical qui note que les effectifs sont passés de 325 à 305 salariés en un an, que le nombre d'intérimaires est lui passé de 100 à 25, qu'il reste toujours la volonté de remettre en cause les 35 heures.

Alors, prime oui, angélisme non.